



## PROCES-VERBAL CONSEIL MUNICIPAL DU 23 OCTOBRE 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre le vingt-trois octobre à 18 heures, le Conseil Municipal de Montpon-Ménestérol dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Rozenn ROUILLER, Maire.

**Date de convocation du Conseil Municipal** : 16 octobre 2024

Conseillers en exercice : 29/ Conseillers présents : 21/ Conseillers votants : 29 (8 pouvoirs)/

**ETAIENT PRESENTS** : Mme Rozenn ROUILLER, Maire, MM. Gérard HAERRIG, Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Josette CABROL, M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, Adjoints, M. Alain MICOINE, Mmes Nathalie JAVERZAC MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, M. Vincent LECONTE, Mmes Lydie TRIMOULET, Laurence LAGOUBIE, MM. Bastien LEDOUX, Franck SALAT, Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY.

**VOTES PAR PROCURATION** : Mme Séverine GOULARD MASSE à Mme Monique VERT, M. Georges HERLEMONT à Mme Josette CABROL, M. Philippe VERDUN à Mme Laurence LAGOUBIE, Mme Fatima BOUTERFAS à Mme Rozenn ROUILLER, M. Laurent MARZAT à M. Alain MICOINE, M. Jean-Paul BOURDIE à M. Vincent LECONTE, M. Jean-Jacques MOZE à Mme Lydie TRIMOULET, Mme Céline BERNARD à M. Fabrice GUIGNE.

**ETAIENT EXCUSES/ABSENTS** : Mme Séverine GOULARD MASSE, MM. Georges HERLEMONT, Philippe VERDUN, Mme Fatima BOUTERFAS, MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Jean-Jacques MOZE, Mme Céline BERNARD.

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Geneviève AUXERRE.

### **ORDRE DU JOUR**

- Travaux Gymnase COUSSET - Validation du plan de financement prévisionnel et demande de subventions auprès des financeurs potentiels
- Fin de mise à disposition de certains matériels propriété de la Commune de Montpon-Ménestérol
- Création d'une Autorisation de programme (AP) et crédits de paiement (CP) – Réhabilitation d'un bâtiment à usage d'Ateliers municipaux
- Approbation de l'admission en non-valeur et créances éteintes de titres de recettes irrécouvrables
- Création d'un budget annexe « ZAC de l'Ormière »
- Adhésion à la Charte Partenariale entre la Commune et la Direction Générale des Finances Publiques définissant une politique de recouvrement
- Prise en charge par la commune des frais d'adhésion des agents au CDAS pour l'année 2025
- Mise à disposition d'un agent par la commune de Montpon-Ménestérol à la Communauté de communes Isle Double Landais

- Adhésion à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » proposée par le Centre de Gestion de la Dordogne
- Création d'un poste dans le cadre du dispositif Parcours emploi compétences (PEC) – Agent des Espaces Verts
- Abandon manifeste – 12 bis Avenue du Général Leclerc
- Transfert complémentaire des parcelles reconnues inutiles à la concession autoroutière devant revenir à la commune de Montpon-Ménestérol
- Acquisition d'un terrain – Parcelle cadastrée section ZA n° 0030
- Travaux d'éclairage public - Création de points lumineux sur le site de Chandos
- Actualisation – Règlement des cimetières
- Dispositif « Une naissance, Un arbre » - Actualisation du dispositif

Le quorum étant atteint, Madame la Maire ouvre la séance.

### • **Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 18 septembre 2024**

Madame la Maire soumet à l'approbation de l'assemblée le compte-rendu du précédent Conseil Municipal.

Pas d'autres observations, le compte-rendu est adopté.

### • **Relevés des décisions prises dans le cadre des délégations du Conseil Municipal à Madame la Maire**

#### **Décision n°7/2024 – Virement de crédits – Budget principal**

##### Principales caractéristiques :

- Virement du compte 6288 « Autres services extérieurs » vers le compte 673 « Titres annulés sur exercices antérieurs » d'un montant de 2 000 €.
- Objet : Régularisation d'une écriture de l'année 2023 concernant les RODP.

#### **Décision n°8/2024 – Cession Remorque**

##### Principales caractéristiques :

- Cession : Remorque PR 3500 Immatriculé 6348 RN 24
- Nom de l'Acquéreur : Mr Jean Christophe ROBERT
- Montant de la cession : 1 000 €

#### **Décision n°9/2024 – Cession Cylindre**

##### Principales caractéristiques :

- Cession : Cylindre non immatriculé
- Nom de l'Acquéreur : Mr Jean Christophe ROBERT
- Montant de la cession : 500 €

#### **Décision n°10/2024 – Cession IVECO Daily Benne**

##### Principales caractéristiques :

- Cession : IVECO Daily Benne
- Nom de l'Acquéreur : Garage GAILLARD
- Montant de la cession : 1 000 €

#### **Décision n°11/2024 – Cession Bateau JEANNOT**

##### Principales caractéristiques :

- Cession : Bateau JEANNOT
- Nom de l'Acquéreur : Mr Matthieu VERGNE
- Montant de la cession : 400 €

**Décision n°12/2024 – Fongibilité des crédits entre opération****Principales caractéristiques :**

- Virement de divers comptes d'investissement vers l'opération 59 « Programme Chandos » (+ 190 000 €)
- Objet : Réalisation des travaux de diversification physique de la rive Est de la base de loisirs de Chandos.

**114- Travaux Gymnase Cousset - Validation du plan de financement prévisionnel et demande de subventions auprès des financeurs potentiels****Rapporteur : Rozenn ROUILLER**

Il est exposé à l'assemblée que des travaux de rénovation de toiture et d'évacuation d'eaux pluviales doivent être effectués rapidement au Gymnase Cousset à Montpon-Ménestérol pour un montant estimé à 30 000 € TTC.

La commune souhaite solliciter « le plan départemental gymnases » afin de participer au financement de ces travaux.

Le plan de financement prévisionnel s'établirait comme suit :

<i>Dépenses</i>	<i>Montant HT</i>	<i>Montant TTC</i>	<i>Recettes</i>	<i>Montant</i>
Travaux	25 000,00	30 000,00	Plan Départemental Gymnases - CD24	6 250,00
			Autofinancement	18 750,00
<b>TOTAL</b>	<b>25 000,00</b>	<b>30 000,00</b>		<b>25 000,00</b>

**Observations :**

*Mme Lagoubie : Quel est le montant total du budget départemental pour ce plan ?*

*Mme Rouiller : Il est établi en fonction des demandes et selon des critères établis par le Conseil Départemental.*

*M. Jean-Luc Rousseau : Est-ce que l'on récupère la totalité de la TVA ?*

*Mme Rouiller : On récupère le FCTVA mais on le récupère en N+1.*

*M. Chazeau : Quel est le taux de l'aide ?*

*Mme Rouiller : En général c'est 25% du montant HT*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Valide le plan de financement prévisionnel présenté ;
- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à effectuer toutes les démarches auprès des financeurs potentiels pour cette opération et à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

**115- Fin de mise à disposition de certains matériels propriété de la Commune de Montpon-Ménestérol****Rapporteur : Jean-Paul LOTTERIE**

Par délibérations en dates du 07 décembre 2016, 13 décembre 2017 et 11 septembre 2019, la Commune de Montpon-Ménestérol avait mis un certain nombre de matériels à la disposition de la Communauté des Communes Isle Double Landais dans le cadre de l'exercice par celle-ci de ses compétences « scolaire » et « création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire ».

La CCIDL souhaite aujourd'hui restituer une partie des matériels (obsolètes et à sortir de l'inventaire) à la Commune de Montpon Ménéstérol :

COMPTE	N° INV. CCIDL	N° INV. MONTPON	DESIGNATION DU BIEN	VALEUR HISTORIQUE
21758	2001281	1281	BOUILLE 2500 LITRES	7 774,00 €
21758	200194	194	REMORQUE IVECO 6348 RN 24	754,62 €
21782	2001297	1297	VOITURE ELECTRIQUE	18 704,24 €
217831	2001171	1171	Ecole primaire Ménéstérol Modem adsl 2010	107,64 €
217831	2001174	1174	Ecrans ordinateurs 2010	580,00 €
217831	2001285	1285	Ecole élémentaire matériel informatique 2012	282,26 €
217831	2001469	1469	Ecole élémentaire imprimante 2014	153,55 €
217831	2002000138	2000138	Ecole primaire Ménéstérol matériel infor 2000	7 482,78 €
217831	2002000139	2000139	Ordinateur 2002	533,57 €
217831	200203	203	Ecole primaire ordinateurs 2005	1 451,16 €
217831	200211	211	Ordinateur 2002	533,57 €
217831	200410	410	Ecole primaire ordinateurs 2005	7 872,00 €
217831	200519	519	Ordinateur 2008	882,65 €
217831	200554	554	Ecole élémentaire ordinateur 2008	1 792,80 €
217831	200555	555	Ecole élémentaire ordinateur 2008	923,31 €
217831	200556	556	Ecole élémentaire matériel informatique 2008	1 826,29 €
217841	1519	1519	Ecole primaire Ménéstérol étagères 2014	444,26 €
217841	2001175	1175	Ecole élémentaire lits infirm 2010	151,89 €
217841	2001466	1466	Ecole maternelle vestiaire 2014	427,09 €
217841	2001503	1503	Ecole maternelle couchette 2014	635,72 €
217841	200195	195	Literie 2001	1 115,93 €
217841	200199	199	Jeux de cour	2 096,17 €
217841	2002000155	2000155	Ecole primaire Ménéstérol literie	268,02 €
217841	200236	236	Ecole primaire Ménéstérol armoire 2002	303,37 €
217841	200267	267	Ecole élémentaire tableau 2004	298,25 €
217841	200350	350	Bureau chaises 2004 école maternelle	1 487,82 €
217841	200654	654	Ecole primaire Ménéstérol bancs 2009	127,97 €
217841	200668	668	Ecole primaire Ménéstérol bancs 2009	143,52 €
217841	200697	697	Ecole élémentaire vestiaires 2010	254,75 €
21788	2001125	1125	Ecole élémentaire escabeau 2010	121,15 €
21788	2001177	1177	Ecole primaire Ménéstérol bac à sable 2010	220,06 €
21788	2001255	1255	Ecole élémentaire patères 2011	207,50 €
21788	2001258	1258	Ecole maternelle appareils photos 2011	280,84 €
21788	2001322	1322	Ecole élémentaire thermomètre alimentaire 2012	202,12 €
21788	2001357	1357	Ecole élémentaire téléphone 2012	75,00 €
21788	2001368	1368	Ecole maternelle poste radio 2012	180,00 €
21788	2001467	1467	Ecole élémentaire machine à laver 2014	290,00 €
21788	2001476	1476	Ecole élémentaire chariot vaisselle 2013	261,60 €
21788	2002000113	2000113	Ecole maternelle réfrigérateur 2000	455,82 €
21788	2002000153	2000153	Ecole élémentaire aspirateur 2000	393,01 €
21788	2002000154	2000154	Ecole primaire Ménéstérol réfrigérateur 2000	699,44 €
21788	2002009676	676	Ecole élémentaire congélateur 2009	285,00 €
21788	200257	257	Ecole élémentaire réfrigérateur 2003	724,00 €

21788	200258	258	Ecole élémentaire lecteur enregistreur 2003	352,96 €
21788	200304	304	Ecole élémentaire monobrosse 2004	2 502,91 €
21788	200362	362	Ecole primaire Ménestérol lave-linge 2005	399,99 €
21788	200407	407	Ecole primaire Ménestérol vélos 2005	766,80 €
21788	200454	454	Ecole élémentaire aspirateur 2006	203,50 €
21788	200463	463	Ecole maternelle lave-linge 2005	405,00 €
21788	200475	475	Ecole élémentaire aspirateur 2007	90,00 €
21788	200476	476	Ecole primaire Ménestérol aspirateur 2007	90,00 €
21788	200478	478	Ecole maternelle sèche-linge 2005	405,00 €
21788	200495	495	Ecole maternelle literie 2007	738,00 €
21788	200510	510	Ecole primaire Ménestérol cyclorameur 2008	266,22 €
21788	200655	655	Ecole élémentaire chariot 2009	31,96 €
217831	2001277	1277	Photocopieur 2011	2 702,95 €
217841	2002000145	145	Bureau chaises 2000 école maternelle	3 028,85 €
217841	200339	339	Bureau 2004 école maternelle	377,94 €
21788	200559	559	Ecole maternelle literie 2008	738,30 €
217841	200619	619	Ecole maternelle vitrine 2009	236,81 €
217841	2001403	1403	Ecole maternelle vestiaires 2013	210,50 €
21788	2002000152	2000152	Ecole maternelle jeux cour 2000	7 832,31 €
21788	200261	261	Ecole maternelle portique 2003	559,25 €
21788	200477	477	Ecole maternelle aspirateur 2007	90,00 €
21788	200146	1146	Ecole maternelle chariot cantine 2010	504,11 €
21788	2001185	1185	Ecole maternelle receveur bain 2010	533,64 €
21788	2001260	1260	Ecole maternelle congélateur 2011	271,00 €
21788	2001386	1386	Ecole maternelle thermomètre alimentaire 2013	202,12 €
21788	2001404	1404	Ecole maternelle dictaphone 2013	160,00 €
21788	2001409	1409	Ecole maternelle matériel atelier cuisine 2013	201,96 €
21788	2001416	1416	Ecole maternelle aspirateur 2013	89,99 €
217831	200580	580	Ecole élémentaire matériel informatique 2009	484,98 €
217831	200579	579	Ecole élémentaire matériel courant porteur 2009	661,39 €
217831	200591	591	Ecole élémentaire matériel informatique 2009	1 811,94 €
217831	200592	592	Ecole élémentaire ordinateurs 2009	21 733,71 €
217831	200601	601	Ecole élémentaire imprimante 2009	200,93 €
217831	2001173	1173	Ecole élémentaire ordinateur direction 2010	639,86 €
217831	2001269	1269	Ecole élémentaire matériel informatique 2011	1 328,64 €
217831	2001180	1180	Ecole élémentaire tableau numérique 2010	2 558,84 €
217831	200702	702	Ecole élémentaire photocopieur 2010	2 785,27 €
217831	2001200	1200	Ecole élémentaire routeur sans fil 2010	777,40 €
217831	2001261	1261	Ecole élémentaire ordinateur 2011	348,89 €
217831	2001338	1338	Ecole élémentaire ordinateurs 2012	3 891,12 €
217831	2001451	1451	Ecole élémentaire tableau numérique 2013	5 920,20 €
217831	2001396	1396	Ecole élémentaire onduleur 2013	263,12 €
217831	2001439	1439	Ecole élémentaire ordinateur 2013	707,88 €
217831	2001454	1454	Ecole élémentaire hauts parleurs 2013	262,52 €
217841	200351	351	Ecole élémentaire bureaux chaises 2004	1 322,78 €
217841	200361	361	Ecole élémentaire bureaux 2005	184,66 €

217841	200405	405	Ecole élémentaire mobilier scolaire 2020	4 090,68 €
217841	2005100	5100	Ecole élémentaire tableaux 2008	2 024,71 €
21788	200219	219	Ecole élémentaire ensemble tapis 2002	2 535,99 €
21788	200560	560	Ecole élémentaire ménagère 2008	1 375,83 €
21788	200666	666	Ecole élémentaire téléviseur 2009	553,00 €
21788	200673	673	Ecole élémentaire tableau 2009	522,23 €
21788	200688	688	Ecole élémentaire tapis gym 2009	770,22 €
21788	2001232	1232	Ecole élémentaire lot de vaisselle 2011 143,64 €	163,42 €
21788	2001233	1233	Ecole élémentaire lot de vaisselle 2011	962,55 €
21788	2001234	1234	Ecole élémentaire lot de vaisselle 2011	631,54 €
21788	2001235	1235	Ecole élémentaire plat service 2011	143,66 €
21788	2001380	1380	Ecole élémentaire aspirateur 2013	159,60 €
21783	2001387	1387	Ecole élémentaire atelier motricité 2013 279,00 €	- €
21788	2001412	1412	Ecole élémentaire babyfoot 2013	259,99 €
21788	2001420	1420	Ecole élémentaire aspirateur 2013	271,43 €
21788	2001456	1456	Ecole élémentaire armoire chauffante 2013	804,13 €
217831	2001243	1243	Ecole Ménestérol ordinateur 2011	1 829,88 €
217831	2001271	1271	Ecole Ménestérol tableau numérique 2011	2 376,45 €
217831	2001229	1229	Ecole Ménestérol imprimante 2011	299,00 €
217831	2001270	1270	Ecole Ménestérol ordinateur 2011	828,60 €
217831	2001343	1343	Ecole Ménestérol photocopieur 2012	2 858,44 €
217831	2001444	1444	Ecole Ménestérol matériel informatique 2013	217,50 €
<b>Total</b>				<b>171 349,18 €</b>

### **Observations :**

*M. Chazeau : D'accord c'est une opération blanche comptablement mais ce matériel qui est restitué à la commune, que devient-il ?*

*Mme Rouiller : Ce matériel n'existe plus, c'est une régularisation pour la plupart. Il avait été remplacé par la CC IDL.*

*M. Ledoux : Comment on peut récupérer du matériel s'il n'existe plus ?*

*Mme Lagoubie : On récupère des écritures comptables, qui aurait dû être épurées par la CC IDL ?*

*Les frais de travail sont à la charge de la commune.*

*M. Lotterie : Il y avait eu un transfert de ce matériel au moment du transfert de la compétence, maintenant on le restitue pour le sortir de l'inventaire.*

*M. Ledoux : Cela aurait été bien pour la cession de certains éléments notamment de passer cette délibération avant la décision. Je ne suis pas sûr de la véracité des écritures comptables, on vend la remorque 1000 € alors qu'à l'achat elle était à 754 €.*

*M. Rousseau : Dans le privé quand on a une valeur comptable, elle est bien de 171 349,18 € ? Si on benne tout il y a aura toujours une écriture ?*

*Mme Rouiller : Non, c'est une mise au rebut.*

*Mme Duhard : Et la voiture électrique ? Qu'en fait-on ?*

*Mme Rouiller : Elle avait été achetée pour les saisonniers qui effectuaient le nettoyage du site de Chandos, mais elle ne fonctionne plus depuis longtemps.*

*M. Haerrig : Il serait bien d'épurer un peu tous les ans.*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

19 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD MASSE (procuration à Mme Monique VERT), M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Josette CABROL, M. Anthony WILLIAMS,

Mme Monique VERT, MM. Georges HERLEMONT (procuration à Mme Josette CABROL), Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), M. Laurent MARZAT (procuration à M. Alain MICOINE), M. Jean-Paul BOURDIE (procuration à M. Vincent LECONTE), Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE (procuration à Mme Lydie TRIMOULET), Mme Lydie TRIMOULET ;

10 abstentions : M. Philippe VERDUN (procuration à Mme Laurence LAGOUBIE), Mme Laurence LAGOUBIE, MM. Bastien LEDOUX, Franck SALAT, Mme Céline BERNARD (procuration à M. Fabrice GUIGNE), M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY.

- Approuve la restitution des biens mentionnés ci-dessus ;
- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à effectuer toute démarche et à signer tout document relatif à cette question.

### **116- Création d'une Autorisation de programme (AP) et crédits de paiement (CP) – Réhabilitation d'un bâtiment à usage d'Ateliers municipaux**

**Rapporteur : Josette CABROL**

L'annualité budgétaire est l'un des principes des finances publiques. Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité de la dépense dès la première année puis avoir recours aux reports de crédits.

La procédure des AP/CP est une dérogation à ce principe d'annualité budgétaire.

Cette procédure permet à la collectivité de ne pas faire supporter à son budget l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais seulement les dépenses à régler au cours de l'exercice. Elle se compose ainsi :

- **De l'Autorisation de Programme (AP) :** elle couvre la totalité des dépenses d'investissement du programme : études, maîtrise d'œuvre, acquisitions mobilières et immobilières et travaux.
- **Des Crédits de Paiements (CP) :** il s'agit du montant des inscriptions budgétaires pour l'exercice concerné.

Le marché concernant la réhabilitation d'un bâtiment à usage d'Ateliers Municipaux est adapté à la création d'une AP/CP.

Cette dernière se présente de la façon suivante :

LIBELLE AP/CP	MONTANT DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME (AP)	REPARTITION DES CREDITS DE PAIEMENT (CP)	
		2024	2025
Réhabilitaion d'un bâtiment à usage d'Ateliers Municipaux	659 000,00 €	605 000,00 €	54 000,00 €

### **Observations :**

*M. Chazeau : Il me semble que l'on avait voté pour ce projet en 2022, que s'est-il passé en 2 ans ?*

*Mme Rouiller : Plusieurs projets ont été étudiés, notamment un de réhabilitation et un de construction nouvelle au niveau du centre d'exploitation du département. On en est revenu au projet initial, avec une enveloppe revue à la baisse, suite à vos observations de l'époque.*

*M. Rousseau : Est-ce que les travaux ont commencés ?*

*M. Lotterie : C'est en cours, la démolition va débiter. Tout d'abord la démolition intérieure d'un bâtiment en face de la literie. Mais pas la totalité, seulement une partie dangereuse est démolie. On compte sur une fin de chantier en mai 2025. Elle a été longue à mettre en œuvre notamment pour revoir l'enveloppe budgétaire.*

*M. Rousseau : On aurait pu être informé au fil du temps de l'avancement de ce dossier.*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Autorise la création d'une AP/CP concernant la réhabilitation d'un bâtiment à usage d'Ateliers Municipaux ;
- Autorise Madame la maire ou son représentant délégué à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

### **117- Approbation de l'admission en non-valeur et créances éteintes de titres de recettes irrécouvrables**

**Rapporteur : Josette CABROL**

Le recouvrement des créances détenues par la commune relève de la compétence du comptable public. A cette fin, il lui appartient d'effectuer toutes les diligences utiles et de mettre en œuvre l'ensemble des voies d'exécution forcée autorisée par la loi.

Les admissions en non-valeur (ANV) et les créances éteintes sont deux procédures qui contribuent à garantir la sincérité des comptes, puisqu'elles consistent à annuler, par une dépense, une recette qui avait été comptabilisée mais qui ne sera en fait pas recouvrée par le comptable.

En ce qui concerne les ANV, les créances détenues par la commune à l'encontre de tiers que le comptable juge irrécouvrables, peuvent être admises en non-valeur par délibération du Conseil Municipal au vu d'une liste préétablie par le comptable. On parle alors de créances irrécouvrables. Il est précisé que l'admission en non-valeur n'efface pas la dette du redevable, mais qu'elle acte l'arrêt des actions en recouvrement.

Les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement mais pour lesquelles une décision juridique extérieure définitive s'oppose à toute action en recouvrement (effacement de dette, clôture de liquidation judiciaire, etc.). Les créances concernées peuvent être admises en créances irrécouvrables par délibération du Conseil Municipal au vu d'une liste préétablie par le comptable.

Pour l'année 2024, le comptable a adressé :

- Un total de créances à admettre en non-valeur pour un montant de 23 192,63 euros ;
- Un total de 1 389,66 euros à admettre en créances éteintes.

Le détail des sommes à admettre en non-valeur et en créances éteintes est annexé à la présente délibération.

### **Observations :**

*M. Chazeau : Je comprends les décisions de justice notamment pour le surendettement. Mais on a une liste avec un tas de personnes, je ne sais pas à quoi correspondent ces chiffres. Qu'est-ce que c'est ? Les impôts n'ont pas autorité pour prélever ? Si on n'arrive pas à recouvrer 138 € par exemple, comment on va pouvoir récupérer des sommes que la municipalité va demander, par exemple pour le taillage de haies ?*

*Mme Rouiller : Ce sont des titres émis par la commune.*

*M. Lotterie : Il y a 3 situations possibles : décisions de justice d'effacement de dette, c'est la mission du comptable de recouvrer les recettes via différentes actions mais elles sont*

*infructueuses : soit le débiteur est décédé et sans succession, soit on perd la trace du débiteur, cela arrive. Ce n'est pas nous qui le décidons c'est le comptable, il y a une séparation ordonnateur/ comptable. Ce n'est pas facile à récupérer, ça peut être des loyers, des repas d'école, ... Par contre il est vrai ici cela a une incidence financière. On tarde longtemps pour que le comptable puisse tout tenter.*

*M. Chazeau : Je prends l'exemple des travaux de haies, je crains qu'on ne soit jamais rémunéré.*

*Mme Rouiller : C'est une délibération que la DGFIP nous demande.*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

19 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD MASSE (procuration à Mme Monique VERT), M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Josette CABROL, M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, MM. Georges HERLEMONT (procuration à Mme Josette CABROL), Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), M. Laurent MARZAT (procuration à M. Alain MICOINE), M. Jean-Paul BOURDIE (procuration à M. Vincent LECONTE), Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE (procuration à Mme Lydie TRIMOULET), Mme Lydie TRIMOULET ;

10 voix contre : M. Philippe VERDUN (procuration à Mme Laurence LAGOUBIE), Mme Laurence LAGOUBIE, MM. Bastien LEDOUX, Franck SALAT, Mme Céline BERNARD (procuration à M. Fabrice GUIGNE), M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY.

-Approuve l'admission en non-valeur des créances irrécouvrées de la liste n° 7098540615 pour un montant de 23 192,63 euros ;

- Admet en créances éteintes à hauteur de 1 389,66 euros les créances effacées par décision judiciaire présentées par le comptable public.

### **118- Création d'un budget annexe « ZAC de l'Ormière »**

**Rapporteur : Josette CABROL**

Par délibération des 20 avril 2016 et 09 septembre 2020, le Conseil Municipal de Montpon - Ménéstérol s'est prononcé favorablement sur la création et la réalisation de la Zone d'Aménagement concerté de l'Ilot de l'Ormière.

Afin de réaliser cet aménagement il convient de poursuivre la mise en œuvre budgétaire et comptable de l'urbanisation de cette zone.

Les opérations relatives aux lotissements et ZAC, pour lesquelles les terrains sont destinés à la vente, n'ont pas à être intégrées dans le patrimoine de la collectivité et doivent être décrites dans une comptabilité de stock spécifique et être inscrites au sein d'un budget annexe afin d'individualiser les écritures relatives à l'opération, ne pas bouleverser l'économie du budget de la collectivité et individualiser les risques financiers associés.

Aussi, il est nécessaire de créer un budget annexe dénommé « ZAC de l'Ilot de L'Ormière » au sein duquel seront identifiées toutes les écritures comptables associées à cette opération d'aménagement et de vente de lots à bâtir.

Il est rappelé que les opérations d'aménagement font partie des activités obligatoirement assujetties à la TVA et qu'à ce titre, les recettes et les dépenses de ce budget seront comptabilisées hors taxes, les flux liés à la TVA n'étant pas budgétaires.

#### **Observations :**

*M. Rousseau : C'est une très bonne chose mais tout simplement je suis contre ce projet donc je voterai contre.*

*Mme Lagoubie : Cela permettra d'avoir des informations sur le suivi de ce chantier ?*

*Mme Rouiller : Il y a eu une réunion en septembre avec les riverains par rapport à la démolition. La démolition devrait commencer en janvier ou février. L'appel d'offres est actuellement en cours de consultation par les entreprises, c'est un marché public. On en a parlé sur le précédent conseil avec le dossier d'archéologie préventive avec l'INRAP.*

*M. Chazeau : Toutes les opérations passées depuis vont intégrer ce budget ?*

*Mme Rouiller : Oui les services vont tout rebasculer sur ce budget. Il y a un effet rétroactif.*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

19 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD MASSE (procuration à Mme Monique VERT), M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Josette CABROL, M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, MM. Georges HERLEMONT (procuration à Mme Josette CABROL), Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), M. Laurent MARZAT (procuration à M. Alain MICOINE), M. Jean-Paul BOURDIE (procuration à M. Vincent LECONTE), Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE (procuration à Mme Lydie TRIMOULET), Mme Lydie TRIMOULET ;

10 voix contre : M. Philippe VERDUN (procuration à Mme Laurence LAGOUBIE), Mme Laurence LAGOUBIE, MM. Bastien LEDOUX, Franck SALAT, Mme Céline BERNARD (procuration à M. Fabrice GUIGNE), M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY.

- Décide de la création du budget annexe « ZAC de l'Ilot de L'Ormière » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;
- Précise que la norme comptable applicable sur ce budget est la norme M57 ;
- Autorise Madame la Maire, ou son représentant, à procéder auprès des services fiscaux aux opérations déclaratives à la TVA se rapportant à ce budget annexe ;
- Autorise Madame la Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à la création de ce budget annexe.

#### **119- Adhésion à la Charte Partenariale entre la Commune et la Direction Générale des Finances Publiques définissant une politique de recouvrement**

**Rapporteur : Josette CABROL**

Il est rappelé que le comptable public est chargé de recouvrer les produits locaux émis par l'ordonnateur de la collectivité. La DGFIP et les associations nationales représentatives des élus locaux ont adopté une « charte nationale des bonnes pratiques de gestion des recettes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics », définissant des mesures opérationnelles d'optimisation du recouvrement et de la qualité du service rendu aux usagers.

Afin de renforcer les relations de travail existant entre les services de l'ordonnateur et ceux du comptable, dans le but d'améliorer le recouvrement des produits locaux et de mettre en œuvre la sélectivité de l'action en recouvrement, le comptable propose de formaliser ce partenariat par convention.

L'objectif est d'adapter les mesures de recouvrement et de réduire les admissions en non-valeur.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Adopte la charte partenariale portant sur les conditions de recouvrement des produits locaux avec le comptable assignataire de la collectivité ;
- Autorise Madame la Maire ou son représentant à effectuer toute démarche et à signer tout document relatif à cette question.

## **120- Prise en charge par la commune des frais d'adhésion des agents au CDAS pour l'année 2025**

**Rapporteur : Jean-Pierre DEYSSARD**

Placé auprès du Centre de Gestion de la Dordogne, le CDAS délivre aux agents de la collectivité des prestations d'action sociale en contrepartie d'une cotisation individuelle annuelle de 26 €. Afin de garantir l'accès du plus grand nombre d'agents à ces prestations, il est proposé au Conseil Municipal de renouveler pour l'année 2025, la prise en charge des cotisations individuelles par la commune.

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 25 septembre 2024 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Valide le renouvellement de cette prise en charge ;
- Autorise Madame la Maire à inscrire au budget 2024 le montant de cette dépense ;
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document relatif à cette question.

## **121- Mise à disposition d'un agent par la commune de Montpon-Ménestérol à la Communauté de communes Isle Double Landais**

**Rapporteur : Jean-Paul LOTTERIE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi N° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi N° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, notamment les articles 61 à 63,

Vu le décret N° 2008-580 du 18 Juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 25 septembre 2024 ;

Il est proposé de mettre en place une convention de mise à disposition de cet agent par la commune de Montpon-Ménestérol à la communauté de communes Isle Double Landais.

Cette convention prévoit les conditions de travail, le remboursement de la rémunération de l'agent ainsi que les cotisations et les contributions afférentes (même en cas de congé maladie) pour l'exercice des missions de conseil.

### **Observations :**

*M. SALAT : Ce sont dix heures par mois qui sont retirés de la commune pour la communauté de communes !*

*M. LOTTERIE : J'ai souhaité qu'il y ait une supervision, 10 heures c'est suffisant.*

*Mme ROUILLER : C'était comme ça avant mais ça été interrompu étant donné qu'elle est devenue agent territorial stagiaire, ce n'était pas possible.*

*M. SALAT : Cela veut dire que jusqu'à présent il n'y avait aucune supervision ?*

*M. LOTTERIE : Je le faisais jusqu'à présent. Cette supervision c'est en attendant que l'agent soit complètement opérationnel.*

*M. SALAT : J'ai vu une annonce comme quoi on cherche une DGS au premier janvier 2025. C'est vrai ?*

*Mme ROUILLER : Non...*

*M. SALAT : Alors vous me mentez ?*

*M. LOTTERIE : Ce n'est pas la peine de s'énerver...*

*M SALAT : C'est quoi cette annonce ?*

*Mme ROUILLER : Cette publication existe bien. On a un agent qui a passé un concours catégorie A et qui l'a eu avec brio, qui a été nommé stagiaire. Comme cela est prévu règlementairement elle va être désormais être nommée titulaire. Le centre de gestion nous a demandé d'effectuer la publication de cette vacance d'emploi. C'est une procédure qui est demandé par le centre de gestion.*

*M. SALAT : Ce n'est pas clair...*

*Mme ROUILLER : C'est clair, je vous remercie de m'avoir laissé parler.*

*M. CAZEAU : Je confirme : si le poste est déjà occupé mais que la personne qui assume ces fonctions a un changement de statut il faut publier. Je le vois couramment, on m'a demandé à Périgueux s'il y a un poste qui se libère, alors que c'était un poste pourvu depuis plus un an. Mais c'est un processus normal qui malheureusement met beaucoup de personnes dans l'embarras. A Périgueux, ils font des commissions de recrutement alors que le poste est déjà pourvu.*

*Mme Rouiller : Il n'y a pas d'ambiguïté sur ce recrutement.*

### **Arrivée de Mme Goulard.**

*M. CHAZEAU : On a déjà voté ce type de mise à disposition. Je voterai contre ce mic mac.*

*M. LOTTERIE : Il n'y a pas de mic mac du tout, c'est une demande de 10 h par mois, on vote oui ou non.*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

22 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Josette CABROL, M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, MM. Georges HERLEMONT (procuration à Mme Josette CABROL), Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), M. Laurent MARZAT (procuration à M. Alain MICOINE), M. Jean-Paul BOURDIE (procuration à M. Vincent LECONTE), Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE (procuration à Mme Lydie TRIMOULET), Mme Lydie TRIMOULET, Laurence LAGOUBIE, M. Franck SALAT, Mme Céline BERNARD (procuration à M. Fabrice GUIGNE),

1 contre : M. Thierry CHAZEAU,

6 abstentions : MM. Philippe VERDUN (procuration à Mme Laurence LAGOUBIE), Bastien LEDOUX, Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Mme Isabelle COLEY ;

- Décide la mise à disposition de l'agent vers la Communauté de communes Isle Double Landais,
- Autorise Madame la Maire à signer la convention et tout document y afférent.

**122- Adhésion à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » proposée par le Centre de Gestion de la Dordogne**  
**Rapporteur : Jean-Pierre DEYSSARD**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L.827-1 à L.827-11 ;

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial du Centre de Gestion en date du 28 juin 2024 approuvant le choix de l'opérateur ;

Vu la délibération du Centre de Gestion de la Dordogne en date du 5 juillet 2024 approuvant le choix de l'organisme assureur pour la conclusion de la convention de participation relative au risque « prévoyance » pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2030 ;

Vu la convention de participation « Prévoyance » signée entre le Centre de Gestion de la Dordogne et le groupement MNT – RELYENS ;

Vu la délibération de la commune de Montpon-Ménestérol n° 12/2024 du 21 février 2024 afin de participer à la procédure de consultation engagée par le Centre de Gestion de la Dordogne en vue de la conclusion d'une convention de participation sur le risque « Prévoyance » ;

Il est rappelé à l'assemblée qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les employeurs territoriaux ont obligation de participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, pour le risque "Prévoyance", à hauteur minimum de 7 € par mois et par agent.

L'article L.827-7 du code général de la fonction publique confie aux centres de gestion une nouvelle mission obligatoire qui est de conclure, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui les ont mandatés, une convention de participation couvrant le risque « prévoyance ».

Par conséquent, en mars 2024, le CDG 24 a lancé une procédure de mise en concurrence mutualisée avec les CDG 19-23-47-64-87 en vue de conclure une convention de participation pour le risque « prévoyance » au profit des collectivités et établissements publics du département de la Dordogne l'ayant sollicité.

Il indique qu'à l'issue de la procédure de consultation, le CDG 24 a souscrit une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès du groupement MNT / RELYENS, pour une durée de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Il est précisé que la collectivité avait manifesté son intérêt pour cette mise en concurrence, et qu'à ce titre, elle peut aujourd'hui adhérer à la convention de participation proposée par le CDG 24,

après consultation du Comité Social Territorial, pour permettre à ses agents de bénéficier des garanties et conditions financières mutualisées proposées par le prestataire qui a été retenu.

Il est précisé également que s'agissant d'un contrat collectif à adhésion facultative, les agents de la collectivité ont le choix d'adhérer ou non, mais que seuls les agents qui adhèrent au contrat, perçoivent la participation financière de l'employeur.

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil Municipal, l'adhésion de la commune à ladite convention de participation, pour le risque "Prévoyance", **à compter du 01/01/2025.**

Il est proposé de fixer à 7 € par mois et par agent la participation employeur obligatoire, dans le cadre de ce dispositif pour le risque "Prévoyance".

Il précise que le Comité Social Territorial a été consulté pour avis le 14 octobre 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide d'adhérer à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de Gestion de la Dordogne et le groupement MNT – RELYENS, à compter du 01/01/2025 ;
- Accorde la participation financière de l'employeur aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité, en activité, ayant adhéré au contrat issu de la présente convention de participation portant sur le risque « Prévoyance » ;
- Fixe le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de 7 € par agent et par mois, pour chaque agent adhérant au contrat découlant de la convention de participation ;
- Indique que le Comité Social Territorial a été consulté pour avis le 14 octobre 2024 ;
- Précise que les crédits budgétaires nécessaires au versement de la participation financière aux agents seront inscrits au budget primitif ;
- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à signer tous les documents y afférents.

### **123- Création d'un poste dans le cadre du dispositif Parcours emploi compétences (PEC) – Agent des Espaces Verts**

**Rapporteur : Jean-Pierre DEYSSARD**

Le dispositif du Parcours emploi compétences (P.E.C.) a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi. A cette fin, il comporte des actions d'accompagnement professionnel.

La prescription des P.E.C. est centrée sur les publics éloignés du marché du travail, l'entrée dans un PEC se fait sur la base du diagnostic du prescripteur.

L'aide à l'insertion professionnelle de l'Etat est attribuée à l'employeur qui, en contrepartie, doit obligatoirement mettre en place des actions d'accompagnement et de formation. L'employeur doit également désigner un tuteur parmi les salariés qualifiés et volontaires pour assumer cette fonction.

Le renouvellement du contrat n'est ni prioritaire ni automatique, il est conditionné à l'évaluation, par le prescripteur, de son utilité pour le bénéficiaire et autorisé uniquement si les engagements antérieurs de l'employeur ont été respectés.

Notre commune peut donc décider d'y recourir en conciliant ses besoins avec la perspective d'aider un demandeur d'emploi à s'insérer dans le monde du travail.

Les personnes sont recrutées dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé. Ce contrat bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi dans la limite de la valeur d'un SMIC.

Il est proposé de créer un emploi dans le cadre du parcours emploi compétences dans les conditions suivantes :

- Contenu du poste : Agent du service des espaces verts
- Durée du contrat : 12 mois
- Durée hebdomadaire de travail : 35h
- Rémunération : fixée sur la base minimale du SMIC Horaire

**Observations :**

*Mme Lagoubie : Quel est le coût pour le PEC ?*

*Mme Rouiller : Il y a une prise en charge de 28h sur 35h.*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Adopte la proposition susvisée ;
- Inscrit au budget les crédits correspondants ;
- Autorise Madame la Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer toutes les pièces nécessaires ;
- Autorise Madame la Maire à solliciter le renouvellement du contrat à son terme.

**124- Abandon manifeste – 12 bis Avenue du Général Leclerc**

**Rapporteur : Rozenn ROUILLER**

Vu les articles L 2243-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le procès-verbal provisoire de l'état d'abandon manifeste du 13 juin 2024 concernant l'immeuble 12bis Avenue du Général Leclerc,

Vu la notification effectuée le 25 juin à M. Beaumont André, M. et Mme Beaumont George et à Maître Bertrand Maupain en charge de la succession ;

Vu le procès-verbal définitif d'état d'abandon manifeste du 23 septembre 2024,

L'avis des Domaines sollicité le 20 septembre 2024, est réputé donné en l'absence d'avis émis dans un délai d'un mois à compter de la saisine effectuée ;

Considérant que les procès-verbaux dressés à titre provisoire et définitif les 13 juin et 1<sup>er</sup> octobre 2024 relatifs à l'immeuble n'ont fait l'objet d'aucune suite de la part du propriétaire. En effet, le propriétaire n'a exécuté aucun des travaux prescrits dans les trois mois suivant la notification et la publication du procès-verbal provisoire, ni depuis l'intervention du procès-verbal définitif,

Considérant qu'il y a lieu d'engager la procédure d'expropriation dans l'intérêt général de la commune et de ses habitants,

Considérant que cet immeuble, après son acquisition par la commune et à l'exécution de travaux d'aménagement pourrait être affecté à la réalisation d'une place dédiée au stationnement et permettant d'établir un nouvel accès piéton sécurisé au site sportif des Massias.

**Observations :**

*M. Ledoux : La procédure dure 3 mois ?*

*Mme Rouiller : Non c'est la phase initiale où on cherche les données et les 3 mois c'est le temps de publication. Légalement, au bout de trois mois de publication, l'action peut se poursuivre. Après si on vote favorablement, la décision revient au Préfet de département.*

*M. Haerrig : Donc si dans 6 mois un ayant-droit apparaît ?*

*Mme Rouiller : Ce sera perdu.*

*M. Ledoux : En général cela dure plusieurs années.*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- Qu'il y a lieu de déclarer l'immeuble 12bis Avenue du Général Leclerc en état d'abandon manifeste ;
- Que l'immeuble abandonné pourra être utilisé pour la réalisation d'une place dédiée au stationnement et permettant d'établir un nouvel accès piéton sécurisé au site sportif des Massias ;
- D'engager la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique dudit immeuble dans les conditions prévues à l'article L 2243-4 du CGCT et par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- D'autoriser Madame la Maire à signer tous les documents et actes nécessaires à cette affaire.

## **125- Transfert complémentaire des parcelles reconnues inutiles à la concession autoroutière devant revenir à la commune de Montpon-Ménestérol**

**Rapporteur : Rozenn ROUILLER**

Les travaux de construction de l'Autoroute A.89 ouest ont été déclarés d'utilité publique par décret du 10 janvier 1996, dans le cadre des dispositions de l'ordonnance n° 58.997 du 23 octobre 1958, portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

L'État s'est rendu acquéreur, au titre de ce programme de travaux, des terrains objet du présent acte annexé situés sur le territoire de la commune de Montpon-Ménestérol.

La construction, l'entretien, l'exploitation de l'autoroute A89 entre Clermont-Ferrand et Bordeaux ont été concédés par l'État à la société ASF par décret du 7 février 1992 approuvant la convention de concession du 10 janvier 1992, ainsi que le cahier des charges qui lui était annexé.

Dans une directive du Ministère de l'Équipement (Direction des Routes et de la Circulation Routière) en date du 13 avril 1976 et relative à la domanialité des terrains acquis dans le cadre de la construction des Autoroutes Concédées, il a été décidé, en accord avec le service du Domaine, de transférer aux collectivités publiques, les parcelles de terrain acquises à l'origine par l'ÉTAT mais qui auront été reconnues inutiles à la concession par une décision de délimitation du Domaine Public Autoroutier Concédé et qui constituent ou sont destinés à constituer la voirie communale ou départementale.

Dans le cadre des textes susvisés et en exécution des dispositions des articles 2 et 10 du cahier des charges de la concession annexé à la convention du 10 janvier 1992, une décision ministérielle n° 654/01 du 20 avril 2009 a approuvé la délimitation des emprises de l'Autoroute A.89 sur la commune de Montpon-Ménestérol et a reconnu inutiles à la concession les parcelles désignées aux tableaux ci-après.

Le présent acte a en conséquence pour objet d'en constater, conformément à la Directive Ministérielle en date du 13 avril 1976 analysée ci-avant, le transfert en pleine propriété à la commune de Montpon-Ménestérol.

Les parcelles concernées sont :

- B n° 1175 et B n° 1178, Lieu-dit L'Etang,
- ZE n° 125 et ZE n°126, Lieu-dit Le Tuquet sachant que la parcelle ZE n° 125 doit faire l'objet d'une convention de servitude avec ÉNEDIS.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve le transfert de parcelles ici mentionné,
- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à effectuer la signature de cet acte ainsi que tout document s'y rapportant.

### **126- Acquisition d'un terrain – Parcelle cadastrée section ZA n° 0030**

**Rapporteur : Rozenn ROUILLER**

Il est expliqué à l'assemblée que dans le cadre de l'aménagement d'un ouvrage de régulation des eaux pluviales, la commune souhaite acquérir auprès de Monsieur CIRETTE Yves, la parcelle ZA n°0030, d'une superficie de 4 417 m<sup>2</sup>, rue Pasteur, pour la somme de 1 000.00 €.

L'avis des Domaines n'est pas sollicité, le montant d'acquisition étant inférieur à 180 000 €.

Les frais d'agence immobilière et de notaire sont à la charge de la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Accepte les modalités de l'acquisition du terrain de Monsieur CIRETTE Yves ;
- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

### **127- Travaux d'éclairage public - Création de points lumineux sur le site de Chandos**

**Rapporteur : Séverine GOULARD MASSE**

La commune de Montpon-Ménestérol, adhérente au Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne (SDE24), a transféré sa compétence éclairage public.

Aujourd'hui, des travaux d'éclairage public concernant la création d'un point lumineux sur le site de Chandos, au niveau du cirque, ainsi que sur le cheminement vers la passerelle s'avèrent nécessaire afin d'éclairer la zone, notamment pour la période estivale.

L'ensemble prévisionnelle de l'opération est estimé à 12 103.39 € HT soit 15 250.27 € TTC.

La participation de la commune de Montpon-Ménestérol est estimée à 11 437.70 € HT.

#### **Observations :**

*Mme Lagoubie : Cela permettra de faire du commerce à Chandos de façon éclairée !*

*M. Salat : C'est nécessaire, est-ce qu'on ne pourrait pas faire un système qui se déclenche à la présence ? Bien sûr c'est un budget mais ce système peut être réfléchi.*

*Mme Rouiller : Pour l'éclairage c'est le SDE qui agit sur cette compétence, les questions ont été posées mais le SDE ne les mets pas encore en œuvre à ma connaissance.*

*M. Salat : Si la collectivité propose une enveloppe supplémentaire, il devrait suivre la décision de la collectivité*

*Mme Goulard : Je suis d'accord, l'idée ici c'est de les mettre dans le même système que l'actuel, qui est commandé par une console centralisée notamment pour pouvoir éteindre pour les feux d'artifices. Cela peut se faire dans un deuxième temps et à harmoniser au reste du réseau.*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve la création de ce point lumineux sur le site de Chandos ;
- Demande au SDE 24 de réaliser les travaux nécessaires,

- Inscrit cette dépense au budget de la commune, et à régler au SDE 24 les sommes dues à la réception du décompte définitif des travaux et de la réception du titre de recettes,
- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à signer toutes les pièces nécessaires au bon déroulement de l'opération.

## **128- Actualisation – Règlement des cimetières**

**Rapporteur : Rozenn ROUILLER**

Considérant la délibération n° 113/2024 prise par le Conseil Municipal du 18 septembre 2024, il convient d'actualiser et de revoir l'ensemble du règlement intérieur des cimetières.

### **Observations :**

*M. Ledoux : Avez-vous été informée des vols dans les cimetières ?*

*Mme Rouiller : J'ai été informé ce jour en fin d'après-midi par la gendarmerie.*

*M. Rousseau : Est-ce qu'il y a un accès handicapé au cimetière des Moulineaux ?*

*Mme Rouiller : Oui côté rue de la Paix.*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Se prononce favorablement sur la nouvelle version du Règlement Intérieur des cimetières tel qu'il est annexé à la présente délibération,
- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à faire les démarches nécessaires et à signer tout document relatif à cette question.

## **129- Dispositif « Une naissance, Un arbre » - Actualisation du dispositif**

**Rapporteur : Rozenn ROUILLER**

Afin d'accroître le nombre d'arbres plantés annuellement dans notre ville, il est proposé depuis 2014 l'opération « Une naissance, Un arbre » qui donne l'opportunité à tout nouveau-né de parrainer un arbre.

La municipalité offre aujourd'hui la possibilité aux Montponnais de participer activement à l'accroissement du patrimoine arboré de la ville par le parrainage par l'enfant d'un arbre, planté par la Ville dans l'espace public.

Désormais, la municipalité souhaite compléter ce dispositif et offrir désormais un plant d'arbre ou autre végétal adapté que la famille pourra planter sur un espace privé.

### **Observations :**

*M. Chazeau : Il y a déjà « une naissance, un livre » ?*

*Mme Rouiller : Le livre n'est pas modifié pour les naissances des enfants. Un livre est envoyé à chaque naissance. Ici c'est un arbre au choix soit sur le domaine public soit sur le domaine privé.*

*M. Chazeau : Il n'y aura qu'un seul arbre d'offert on est d'accord ? Je suis dubitatif que des fonds publics servent à arborer des espaces privés. On pourrait faire des campagnes de plantations sur l'espace public. On peut très bien par exemple mettre tous les arbres et leur donné un nom.*

*Combien la commune a planté d'arbres depuis 2014 ? Où ? Ça a coûté combien ?*

*Mme Rouiller : Il y a environ 50 naissances par an avec environ 25 enfants qui ont participé au programme les premières années, ces arbres sont plantés à Chandos, au parking collège et à la zone Very. Mais cette opération s'essouffle et aujourd'hui on a dû arriver à 3 enfants l'année dernière. D'où cette nouvelle formule qui est proposée pour obtenir plus d'adhésion de la part des parents.*

*M. Chazeau : Sensibiliser les gens pour planter un arbre dans un cadre de reboisement dans l'espace public me paraît plus sain que de faire un cadeau.*

*M. Leconte : Le nombre d'arbres est acheté est en fonction des parents inscrits ?*

*Mme Rouiller : Oui.*

*M. Rousseau : Je suis d'accord avec M. Chazeau pour une opération de reboisement mais pas pour de l'espace privé. Et en plus, cela peut se retourner contre vous, sous une certaine forme de clientélisme.*

*Mme Goulard : Enfin, il faut surtout avoir fait un bébé avant !*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

16 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Josette CABROL, Mme Monique VERT, M. Georges HERLEMONT (procuration à Mme Josette CABROL), Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), M. Jean-Paul BOURDIE (procuration à M. Vincent LECONTE), Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, M. Jean-Jacques MOZE (procuration à Mme Lydie TRIMOULET), Mme Lydie TRIMOULET, M. Fabrice GUIGNE ;

13 voix contre : MM. Anthony WILLIAMS, Philippe VERDUN (procuration à Mme Laurence LAGOUBIE), Alain MICOINE, Laurent MARZAT (procuration à M. Alain MICOINE), Vincent LECONTE, Mme Laurence LAGOUBIE, MM. Bastien LEDOUX, Franck SALAT, Mme Céline BERNARD (procuration à M. Fabrice GUIGNE), Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

-Approuve la poursuite de la mise en place de l'action « un arbre – une naissance » et ainsi le parrainage par l'enfant d'un plant d'arbre, offert par la Ville, que la famille pourra planter sur un espace privé à compter des naissances 2024 ou bien qui pourra être planté dans l'espace public ;

-Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à signer tout acte afférant à cette action.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h37.

La Secrétaire de séance,



Mme Geneviève AUXERRE

La Maire,



Rozenn ROUILLER